

La Révolte

N°60
Juin 2020

«Le seul moyen d'affronter un monde sans liberté est de devenir si absolument libre qu'on fasse de sa propre existence un acte de révolte.» Albert Camus

Dans notre éditorial du mois d'avril nous annonçons qu'une crise sociale et économique succéderait à la pandémie. Les médias en font aujourd'hui leurs choux gras.

Et l'on peut comprendre que beaucoup de petites entreprises risquent de tout perdre après cette période de confinement. Notons tout de même que ceux qui vont souffrir le plus de la crise ne sont pas mis en avant : ce sont les salariés qui risquent de perdre leurs emplois, les saisonniers, les intermittents et les intérimaires qui se retrouvent sans revenus, les réfugiés abandonnés à leur sort, pris dans les rouages kafkaïens d'une administration qui n'a qu'un objectif - les mettre dehors.

Et ce que l'on doit contester de toutes nos forces, ce sont les « solutions » que le pouvoir propose. L'exemple de l'entreprise de 40 salariés qui risque la faillite après deux mois d'inactivité, et qu'il faut aider, justifierait tous les sacrifices. Mais si l'on commence à comparer les 3,8 milliards d'aides sollicitées par les PME aux 20 milliards du plan de sauvetage des grandes entreprises – qui ont des liquidités, personne n'en doute – on peut douter de l'artifice. Tout comme lorsque l'on apprend que ce sont des banques privées qui vont, une fois de plus, prêter l'argent garanti par l'Etat et empocher des dividendes...

« Le coronavirus est la catastrophe parfaite pour le « capitalisme de catastrophe » » affirme Naomi Klein. Elle va lui permettre d'appliquer la stratégie des chocs « qui consiste à utiliser des crises à grande échelle pour faire adopter des politiques qui aggravent systématiquement les inégalités, enrichissent les élites et dépouillent tout le monde. »¹

Oui, nous devons contester cela : contester l'idée qu'il faudrait relancer une économie qui nous a mené à cette pandémie et qui exige que nous payons les dégâts des crises qu'elle engendre chaque dix ans, contester la suppression des libertés parce que la liberté c'est la vie et refuser la paupérisation toujours croissante que l'on nous impose au moindre prétexte.

Nous devons le refuser car le pouvoir ne peut pas garantir que ces sacrifices sont passagers comme il ne peut pas garantir qu'il n'y aura pas de nouvelles pandémies : le pouvoir ne peut pas garantir de jours meilleurs car ce que peut nous apporter ce système n'est rien d'autre que ce que nous vivons.

Depuis trop longtemps déjà, les plus lucides annoncent les catastrophes sanitaires, écologiques et sociales, on contestait leur sérieux. Nous y sommes. Et la promesse que nous font les élites est celle d'une existence invivable pour prolonger un système capitaliste qui montre qu'il n'est plus viable. Alors mettons les choses à plat. Le combat pour la vie passe par là : par des résistances et un effort de réflexion pour construire un autre système qui replace le vivant au centre, plutôt que de ne le considérer que comme la matière première qui permet d'alimenter les marges des entreprises.

¹ <https://zintv.org/naomi-klein-comment-lelite-mondiale-va-tenter-dexploiter-la-pandemie/>

L'occasion fait le larron.

« Il n'y a ni justice ni liberté possibles lorsque l'argent est toujours roi. »

Albert Camus dans *Combat*.

Le ministre de l'Education Nationale, Jean-Michel Blanquer, affiche sa volonté d'introduire en force les « outils » du numérique, projet qui n'a rien de neutre.

Une vieille lubie...

Le projet politique libéral porté par le gouvernement est essentiellement issu des réflexions de l'Institut Montaigne qui considère qu'il faut se servir du numérique et des neurosciences pour transformer l'école tout en niant l'aspect humain, la dimension sociale, ainsi que l'apport des sciences de l'éducation : « il existe des méthodes pédagogiques efficaces, nous les connaissons, il suffit de les dupliquer. D'où la proposition d'utiliser le numérique pour diffuser les meilleures pratiques pédagogiques avec l'aide d'enseignants volontaires ».

Parmi les conséquences de cette entrée du numérique, on peut citer la marchandisation de l'Education avec la part belle qui est déjà faite aux entreprises privées qui délivrent les logiciels et s'approprient à en fournir d'autres, « complémentaires », aux parents (Pronote commence des campagnes de publicité en ce sens) ; le flicage des élèves et des enseignants (le Rectorat a accès à Pronote, par exemple) ; le remplacement des enseignants par des enseignants virtuels ; la mise en place de cours magistraux en ligne réduisant le travail de l'enseignant dans sa classe au rôle d'un aide au devoir ; la passation de certaines épreuves par vidéo-transmission et gérée par des boîtes privées (nous y sommes déjà en langues).

Les aspects financiers sont évidemment au cœur de cette politique. C'est une manne d'argent colossale pour les boîtes privées. Plusieurs conflits d'intérêts ont déjà été révélés. Mais c'est aussi une manière de réduire à peu de chagrin les effectifs de fonctionnaires.

« Transformer les difficultés en opportunités ».

L'utilisation de la pandémie par les élites pour appliquer leurs politiques de prédation relève de la stratégie des chocs. C'est également l'application d'un principe bien connu de management : étudier chaque situation nouvelle pour avancer dans les objectifs préfixés.

Dans l'Education Nationale, les intentions des élites sont limpides. L'institut Montaigne propose une hausse du temps de travail des enseignants, sans contrepartie, et même la suppression du jeudi de l'ascension et d'une semaine de vacances à la Toussaint. Alain Bouvier prévoit que « l'on va privatiser l'éducation ». Et Jean-Michel Blanquer d'annoncer que l'école de demain sera à distance et d'expliquer que cette crise « est l'occasion de moderniser le système éducatif ».

L'intérêt de la pandémie a été d'imposer une situation nouvelle que personne ne pouvait contester : il fallait s'adapter. Aujourd'hui, il s'agit de transformer en habitude cette adaptation temporaire à des conditions exceptionnelles.

Quelle école pour quelle société ?

Le 14 mai dernier, le café pédagogique publiait une tribune de quinze hauts fonctionnaires du ministère de l'Education Nationale qui dénonçait la politique réactionnaire de Jean-Michel Blanquer, issue d'une « pensée conservatrice et néolibérale sommaire », son scientisme, son double discours permanent et la mise au pas du ministère : « Les neurosciences (et encore, une école particulière) sont érigées au rang de nouvelle doctrine pédagogique au détriment du savoir-faire des enseignants et des personnels d'encadrement de terrain ; elles se substituent ainsi à la compréhension des enjeux culturels, sociaux et cognitifs des apprentissages scolaires. Le numérique éducatif, alpha et oméga de la pensée pédagogique actuelle, sert de cheval de Troie pour infiltrer les pratiques pédagogiques et offrir l'échec scolaire en marché aux éditeurs numériques et opérateurs privés. Les annonces récentes du Ministre au moment du déconfinement sur l'importance future de l'enseignement à distance vont bien dans ce sens. »

Sur le plan strictement pédagogique, de nombreuses voix remettent en question l'efficacité du numérique et des neurosciences pour endiguer l'échec scolaire. Si ces outils peuvent amener quelques évolutions dans la pratique pédagogique, leur accorder une place centrale relève effectivement de l'idéologie et d'un certain scientisme. Par ailleurs, on ne compte plus les études qui s'entendent pour admettre que l'entrée du numérique va accroître les inégalités sociales. Certains partisans de cette « nouvelle école », comme Alain Bouvier, prévoient même : « que l'Etat sera toujours soucieux d'accompagner les élèves les plus défavorisés. Mais il pourra progressivement lever le pied sur les autres populations scolaires capables de bénéficier de ressources variées. » Quant à l'exposition intensive des enfants aux écrans : que penser de ces patrons du net, Bill Gates en tête, qui interdisent les écrans à leurs enfants et les inscrivent dans une école non connectée de la Silicon Vallée ?

« Gérer la France comme une entreprise »... Voilà le projet avoué d'Emmanuel Macron. Sélectionner les hommes pour ne garder que les plus performants, considérer une part entière de la population comme parasitaire, c'est bien la pensée sous-jacente aux déclarations du pouvoir. Le darwinisme social, cette théorie selon laquelle « il existe en permanence une classe inférieure de pauvres, composée de personnes héréditairement sous-douées et condamnées inévitablement à ce destin pour cette raison biologique » apparaît clairement la logique ministérielle.

La transformation de l'école que veut réaliser Blanquer avec son introduction du numérique est un élément clé pour imposer le projet libéral à l'ensemble de la société. Les salariés de l'Education Nationale, les enfants et leurs parents seraient plongés dans un univers où l'éducation ne serait plus un droit mais un privilège, où la réussite des scolarités et des carrières obéiraient à la loi du plus fort et tant pis pour les faibles. Dans cette école, tout le monde serait soumis au stress et aux attitudes déloyales et l'on peut se demander si l'on voudrait même de la vie de ceux qui seraient les gagnants. Alors que la crise pandémique nous montre combien le libéralisme est un système mortifère, et à terme condamné, tandis que ses conséquences sociales et écologiques sont dramatiques, comment pourrions-nous participer à la mise en œuvre d'un tel projet ? Est-ce là la vie que nous voulons pour les enfants et pour nous-mêmes ? Non. Il suffit simplement de dire non, car rien ne peut se faire sans nous, puisque c'est nous qui travaillons...

Jipé.

CNT-AIT 3, rue de Boyrie - Pau www.cnt-ait-pau.fr

Antitziganisme : Hommage au Résistant manouche Monsieur Raymond Gurême.

Très souvent, il est courant pour les gadjé (les non-tziganes, les paysans, ceux qui ne vivent pas comme la communauté Rom), de mépriser notre peuple et les familles qui le composent, manouches, gitans, ou Roms entre-autres. Oh, parfois ce ne sont que de « petites vexations » : relégation à la périphérie des cités, insultes racistes, non-accès aux commerces, empêchement de stationner, titres de circulation (ils ont été abrogés), refus d'accès au travail, à la santé, à la scolarisation... Mais tout cela, dans l'Histoire va beaucoup plus loin, plus loin jusqu'à l'établissement de lois liberticides et d'exception, jusqu'à l'internement forcé, jusqu'à l'extermination pour cause d'appartenance à une autre « race » ...

J'ai eu la grande chance d'être sollicitée, en tant qu'artiste itinérante gitane, pour que nous nous soutenions mutuellement, avec des collectifs citoyens et le Résistant français et manouche Monsieur Raymond Gurême. Cet homme, qui mériterait d'obtenir maintenant sa place au Panthéon, nous a quitté le 25 mai 2020 à l'âge de 95 ans. Issu d'une famille de circassiens (artistes de cirque itinérant), il a réalisé « l'irréalisable ». Ce guerrier a vu à l'âge de 15 ans sa famille internée. Il aura été arrêté à 9 reprises et maltraité, interné dans des camps de travail ou « de la mort », et il a survécu aux nazis, aux gendarmes français, s'évadant à plusieurs reprises grâce à ses talents d'acrobate. Il avait connu les Maisons de Redressement, comme il en avait témoigné avec Tony Gatlif, le fameux cinéaste, qui a aussi connu ces maltraitements. Monsieur Gurême avait rejoint la Résistance, c'était un miracle !

Monsieur Gurême nous répétait « de lutter toujours, de nous battre, de résister pour survivre ». Il disait : « Nous les panneaux (racistes interdits aux nomades), on les arrache ». Lutter, oui, contre toute forme de vexation, physique ou psychologique, contre toute forme d'oppression.

Monsieur Gurême, à Dax, il y a 3 ans, avait tout mis en œuvre pour défendre le cas des Travailleurs Saisonniers du « Procès des saisonniers », ceux qui étaient travailleurs et itinérants dans le Grand Dax, et pour favoriser la scolarisation des élèves nomades et gitans ou manouches de l'Ecole de Berre-Saint Exupéry. Etaient présents les membres du DAL de Dax (Droit Au Logement), de No Mad'In et de différents collectifs Libertaires, de la Caravane Musée Art Rom...

Ce jour-là de grand froid, il m'avait semblé important d'offrir des cadeaux à la famille de Monsieur Gurême, souhaiter « le couvrir de cadeaux », le célébrer... Notre Héros ! Héros français luttant contre la barbarie nazie ! Contre les actes odieux de leurs immondes collaborateurs !

A Dax, pour ce procès des Travailleurs Saisonniers (entrée interdite aux travailleurs saisonniers espagnols en transit, dans un magasin), nous nous étions retrouvés pour manifester.

A l'Ecole, où les élèves Nomades sont présents depuis 20 ans, nous avons pu évoquer et présenter les métiers Nomades et Roms (car, oui nous travaillons, avec ou sans diplômes), animer des séquences pédagogiques sur le thème du Cirque de Calder, du Cirque de Philbert, et aborder le sujet des cirques familiaux manouches ou Roms (Metbach, Romanès...).

Monsieur Gurême, jamais nous ne vous oublierons, nous ferons vivre votre mémoire par tous les moyens possibles, ensemble gadjé et tziganes.

La Kalie-Pounie

Voir les sites des Etudes Tsiganes FNASAT, Paris, voir Mdiathèque Matéo Maximoff, voir site de La Voix des Roms.

Et si la seconde vague était avant tout abstentionniste ?

Si on extrapole un tant soit peu la définition donnée dans le Larousse du mot *réactivité* (*Appétitude d'une structure... à répondre à tout changement... par une réaction, généralement favorable à sa survie et à son développement.*), on peut assez facilement au vu de la situation de ces derniers mois, avoir une idée de ce qui est important pour « nos » dirigeants et ce qui l'est moins. La vie démocratique est pour eux un de ces points très important à maintenir coûte que coûte. En maintenant le premier tour des municipales en pleine pandémie de Covid 19, le gouvernement a envoyé un signal fort ... fort mal compris et fort mal à propos aux vues des événements qui ont suivis (assesseurs et votants contaminés, instauration du confinement 2 jours plus tard...). Mais ce n'est pas grave, les « gars », ils restent droit dans leurs bottes et ont réponse à tout, et ce même si celle donnée aujourd'hui contredit celle apportée demain. Et voilà qu'ils nous refont le coup pour le second tour sous prétexte que 5 000 communes et 1 100 intercommunalités sont encore à pourvoir. Après quasi 2 mois d'enfermement, que la maladie rôde encore et que les gens sont généralement pour le moins stressés... une des premières décisions post-confinement est de caler une date pour des élections. Juin, Septembre ou Janvier... dur de décider, beaucoup plus difficile que de choisir de fermer les bars/resto en quelques heures ! Finalement, ça ne sera pas Septembre car Edouard estime que ce serait compliqué avec la rentrée scolaire, Janvier pose également un problème car il faudrait refaire 2 tours pour ces communes qui doivent revoter ... donc ce sera le 28 Juin (ce qui est somme toute logique dans les méandres complexes des mathématiques modernes, vu que dans un sondage publié le 19 mai, les français s'étaient déclarés favorables à 27% pour un second tour en Juin...). Le Conseil Scientifique publiait à la même date un texte plus que prudent, qui bien que ne s'opposant pas mordicus à la tenue d'élections à cette période, n'en donnait pas non plus pour autant un feu vert. La situation étant difficile à anticiper selon leurs propres dires, il faudra de toute façon procéder à une nouvelle évaluation des conditions sanitaires 15 jours avant la date fixée pour le scrutin. Mais, ne vous inquiétez surtout pas, ayez confiance ... Edouard assure que les règles sanitaires seront renforcées, que les gestes barrières seront respectés, qu'il y aura du gel hydro-alcoolique à gogo, que tout le monde revêtira un masque et que le paraphe se fera avec vos propres stylos ! Mais comme les promesses ont pris pas mal de plomb dans l'aile ces temps-ci, force est de constater que de nombreux candidats ; et ce d'autant plus lorsqu'ils remettent leur poste en jeu, se mettent pas mal à flipper ! Il ne faut pas oublier que lors du 1er tour le taux d'abstention était de 55% soit 20 points de plus qu'en 2014 pour des élections municipales qui traditionnellement, avec les présidentielles sont celles qui sont le plus suivies. Il est drôle dans une telle situation de voir des candidats/maires qui ont mené combat pour un 2nd tour en juin essayer maintenant de trouver des « échappatoires » afin d'éviter la seconde vague qui pourrait bien être abstentionniste ! Dans un premier temps, ils justifient l'arrêt de cette date à grand effets de manches et usent de belles phrases jouant sur l'effet patriotique, le sens de l'implication, le rôle à jouer à tous les niveaux de la société ... qui symbolisent cette grande démocratie qu'est la France ! Philippe déclare le 22 Mai « Nous pensons que la victoire démocratique elle aussi doit reprendre », Bayrou va un peu plus loin estimant juste avant que « ... si on n'est pas dans une contrainte extrêmement forte du point de vue de la contagion, la raison c'est de voter fin juin. » et appelle à la fin du « confinement démocratique ». Dans un second temps, ils proposent des pistes pour éviter un fiasco prévisible. Le gouvernement via son ministre de l'intérieur a fait savoir qu'il souhaitait favoriser le vote par procuration et pour cela augmenter le nombre de personnes qui sont allouées à cette mission au sein des autorités compétentes. François Bayrou quant à lui fait partie des personnes qui sont favorables en plus à une expérimentation du vote électronique pour des communes volontaires... Pau se proposant bien entendu. Si j'étais mauvaise langue, j'oserais presque dire que ces démarches ont quand-même comme objectif principal de ne pas perdre en route les votes des personnes de plus de 60 ans qui sont généralement massivement électeurs (dans le cadre des procurations) et pourquoi pas essayer de trouver des électeurs 2.0 chez les jeunes qui sont majoritairement abstentionnistes via un vote électronique. Ce qui est fort de café, c'est que ça, ils vont à tout le coup réussir à l'instaurer en un mois alors que pas mal de personnel administratif est encore en télétravail, que les dossiers se sont accumulés... puis, je ne sais pas vu que je ne suis pas spécialiste, mais un dispositif un peu sécurisé pour un vote électronique, ça ne se fait pas comme ça : il faut le renseigner, attribuer des codes, le tester ? Mais bon, c'est secondaire car à priori ce n'est pas dans les tuyaux du gouvernement (à moins que Bayrou n'use de son nouveau poids acquis suite à la perte de majorité absolue à l'assemblée nationale du groupe LREM... le MODEM revient dans la course à l'échalote !).

En proposant des alternatives au vote physique, le message qui est de toute façon passé, du moins je le vois également comme ça ; est que ces élections ne sont pas safe, que le risque est malgré tout peut être présent. Une fois de plus le gouvernement fait fi de l'opinion du conseil scientifique et se précipite. Ils refont le coup du 1er tour sauf que des milliers de morts sont passés par-là en France entre-temps. Ne nous trompons pas, si les élections se déroulent si tôt, c'est surtout une question de budgets à allouer et parfois d'amitiés à entretenir. C'est ainsi que va « leur » monde, et nous l'avons encore vu avec cette décision « primordiale » et courageuse prise dans la nuit du 22 au 23 Mai : la réouverture des lieux de culte !

« Voter, c'est abdiquer ; nommer un ou plusieurs maîtres pour une période courte ou longue, c'est renoncer à sa propre souveraineté. Qu'il devienne monarque absolu, prince constitutionnel ou simplement mandataire muni d'une petite part de royauté, le candidat que vous portez au trône ou au fauteuil sera votre supérieur. Vous nommez des hommes qui sont au-dessus des lois, puisqu'ils se chargent de les rédiger et que leur mission est de vous faire obéir. » - Élisée Reclus-11 octobre 1885.

Ta révolte sur notre blog:
<http://comitedelarevolte64.over-blog.com>